mais il me semble ne pas devoir laisser passer cet article-ci sans faire quelques remarques. Comme le signalait ma collègue, la représentante de Vancouver-Kingsway, il s'agit ici, du moins pour l'ensemble de la population, d'une des plus importantes mesures législatives dont la Chambre ait été saisie depuis longtemps. A la lecture de l'article 6, je ne puis m'empêcher de penser qu'il traite de très vagues généralités. Je cite le paragraphe (1) a):

instaurer, recommander ou entreprendre des programmes destinés à favoriser les intérêts du consommateur canadien;

Quel genre de programmes est-il question d'entreprendre? S'agira-t-il de programmes éducatifs ou visant à éclairer la population sur la qualité des marchandises? Plus loin, l'article 6 stipule que le ministre est effectivement autorisé à entreprendre des recherches et à publier ou faire publier telle partie des résultats de ces recherches. Mais il ne semble y avoir aucune véritable précision ici. Voilà ce que je trouve à redire en ce qui concerne le projet de loi tout entier, bien que je doive de toute nécessité traiter de l'article 6. J'aimerais montrer un peu d'esprit de clocher et demander si, en vertu de cet article, on voudra bien examiner la situation dans le Nord de l'Ontario et nous dire pourquoi nous payons, pour un gallon d'essence, sept cents de plus qu'à une centaine de milles plus au sud, alors que le coût du transport de l'essence est d'environ $\frac{1}{4}$ c. le gallon? Est-ce là un des points sur lesquels le ministre fera entreprendre des recherches? Ces alinéas serviront-ils à mettre à jour les méthodes employées pour la réclame intensive?

Nous savons, en ce qui concerne les différentes marques de savon, que si la vente d'une marque quelconque semble diminuer, la compagnie en présente une autre sorte comportant un ingrédient spécial. Ni vous, monsieur le président, ni moi ni les Canadiens ne connaissons la nature de ce nouvel ingrédient. Nous ignorons s'il ajoute ou non de la valeur au produit. Voilà un autre domaine où l'on devrait se livrer, selon moi, à bon nombre de recherches pour voir si ces nouveaux ingrédients donnent de la valeur au produit ou s'il s'agit simplement d'une autre méthode de «vente intensive». Les ingrédients des divers produits seront-ils analysés de façon à ce qu'on puisse comparer la qualité des produits soumis à une grande réclame et qui, en principe, se vendent dans les magasins sous une marque de commerce, accompagnés naturellement d'une publicité tapageuse, avec la qualité des produits à moindre réclame? Je pourrais, par exemple, me servir d'un produit présenté d'une certaine façon dans les succursales de grands

[M. Fawcett.]

magasins et qui se vend sous un nom employé par les succursales, bien que le produit vienne souvent de la même compagnie qui fabrique des produits vendus sous des marques de commerce et souvent beaucoup plus cher que le produit écoulé sous la marque de commerce des succursales.

A ce sujet, je voudrais mentionner quelque chose qui m'a été signalé il y a un certain nombre d'années. J'ignore si cet office de recherche à la consommation existe encore, mais, à un moment donné, divers organismes de travailleurs aux États-Unis se cotisèrent pour se doter d'un organisme de recherche à la consommation. Ce service de recherche a accompli un travail considérable. On procéda à l'analyse des ingrédients dont se composaient les divers produits. On leur fit subir des tests pour découvrir si certain produit était effectivement meilleur qu'un autre. Je me souviens très bien de certains commentaires qui avaient été faits au sujet de recherches effectuées sur les savons, par exemple. Un type particulier de savon qui n'avait pas du tout été annoncé sur le marché était emballé dans un simple sac de papier brun et vendu au comptoir non seulement dans les magasins à succursales mais aussi dans les petits magasins de détail. L'analyse des ingrédients qui entraient dans la composition de ce produit a révélé qu'il contenait, à toutes fins pratiques les mêmes ingrédients que les savons de marque annoncés à grand renfort de publicité. De plus, on s'était aperçu que ce savon contenait d'autres substances qui le rendait meilleur que le produit fort vanté par la publicité.

M. le président suppléant: A l'ordre. Je me demande si les arguments du député concernant le savon se rattachent à l'article 6.

M. Fawcett: En toute déférence, monsieur le président, je signale simplement que cet article traite de généralités et ne précise pas le genre de programmes de recherches qui seront entrepris, les méthodes d'éducation du public, et ainsi de suite. Peut-être pourrais-je citer la deuxième partie de l'article:

En vue de l'exercice des devoirs et fonctions que l'on attribue à la présente loi, le ministre peut entreprendre des recherches sur les questions auxquelles s'étendent ses devoirs, pouvoirs et fonctions, collaborer avec toutes les provinces ou l'une ou plusieurs d'entre elles ou avec tout ministère, département ou organisme du gouvernement du Canada, ou toute organisation ou personne entreprenant de semblables recherches et publier ou faire publier telle partie des résultats de ces recherches que le ministre juge appropriées et conformes à l'intérêt public, ou aider à leur publication.

Au regard de ma thèse, voici l'une des parties les plus importantes de l'article 6, car si nous envisageons simplement un petit